

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

2 F Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

5^e ANNEE N° 203
JEUDI 1^{er} NOVEMBRE 73

Luttes prolétariennes et populaires – Inflation – Réforme constitutionnelle – Limogeage du P.D.G. de L'O.R.T.F.

PROFONDE CRISE DU SYSTEME CAPITALISTE



**Plus que jamais
" LIP, SOLIDARITÉ! "**

page 12

O.R.T.F.



Les dessous de l'affaire

page 8

MOYEN-ORIENT



pages 6 et 7

Malgré les complots ourdis par les deux superpuissances

LA CAUSE SACRÉE DES PEUPLES ARABES TRIOMPHERA

A propos
de la réduction
des forces en Europe

" DÉTENTE " OU PRÉPARATION FÉBRILE A LA GUERRE

page 2

"DÉTENTE" ou préparation fébrile de la GUERRE

- La signification de la réduction des forces en Europe
- L'Europe, un enjeu important pour les deux super-puissances
- Les pressions soviétiques sur l'Europe
- La position du gouvernement français

A la fin d'octobre s'ouvre à Vienne la conférence sur la réduction des forces. Elle met en présence les U.S.A. et l'U.R.S.S. ainsi que quelques pays de l'O.T.A.N. et du Pacte de Varsovie. Le gouvernement français a refusé d'y participer. Cette négociation a pour but la réduction des effectifs militaires américains et soviétiques dans l'Europe centrale, c'est-à-dire pour l'essentiel l'Allemagne.

L'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique luttent l'un contre l'autre pour étendre leur hégémonie au monde entier. Actuellement, la région principale où ils s'affrontent est l'Europe que chacun voudrait contrôler. Pour s'en convaincre, il suffit de voir l'activité diplomatique intense dans les capitales de cette région du monde, la tenue cette année des deux premières phases de la « Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe », du Nixon-Round, de cette négociation pour la réduction des forces, ainsi que l'inquiétude des milieux dirigeants de certains de ces pays.

Dans cette âpre lutte pour le contrôle de cette région du monde, les deux superpuissances se retrouvent en accord pour s'opposer à la formation d'une Europe occidentale politique indépendante, car ce serait la fin de leurs rêves. Les U.S.A. voudraient bien d'une Europe occidentale unie face aux Soviétiques, mais à condition qu'elle soit dépendante d'eux, à leur remorque, c'est-à-dire en définitive qu'ils en soient les maîtres. Son indépendance politique les

affaiblirait encore plus. Le seul Marché commun leur a porté déjà de rudes coups. Quant aux Soviétiques, il leur serait bien moins aisé d'étendre leur influence sur un solide bloc ouest-européen que sur plusieurs petits Etats. C'est pour cela que les deux supergrands s'opposent communément à la volonté d'indépendance des pays européens, et en particulier à celle de la France qui résiste le plus à leurs pressions. C'est ce qui explique l'intensité de la campagne menée à l'étranger contre les expériences nucléaires françaises et en France par les partisans des deux superpuissances, les réformateurs et socialistes pour les Américains, et les dirigeants révisionnistes pour les Soviétiques.

Par le biais de la réduction des forces, les deux supergrands combattent de deux manières l'indépendance de l'Europe :

1° En faisant grand bruit sur cette nouvelle manifestation de « détente », repris en chœur dans les pays concernés par leurs partis représentants, ils tentent d'endormir l'opinion publique ;

2° Un accord entre Soviétiques et Américains sur une réduction de forces en Europe y créerait une zone à statut particulier, une zone neutre où s'exercerait le contrôle des deux supergrands. Comment pourrait se construire l'Europe politique quand elle ne disposerait pas de sa souveraineté sur une partie de son territoire ?

LE RAPPORT DES FORCES

Il se présente comme suit :

	Ouest (troupes US compris)	Est
effectifs	2	3
blindés	1	3,5
avions	3	5
canons d'artillerie	1	3

A ce tableau, il faut ajouter les 700 fusées soviétiques pointées vers l'Europe occidentale qui ne possède encore que de faibles capacités de riposte nucléaire. Elle dépend donc encore sur ce plan de la protection américaine.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes, l'avantage est aux Soviétiques.

Il faut en plus tenir compte du fait que l'Europe occidentale ne dispose pas d'arrière stratégique semblable à celui du territoire de l'Union soviétique. Que du point de vue militaire cela signifie que l'appui américain doit franchir l'Atlantique, opération longue et d'autant plus difficile que la marine et l'aviation de Brejnev peuvent couper les axes de transport. Deux exercices faits en 1969 et 1970 ont montré que l'aérotransport des troupes américaines vers l'Europe a duré respectivement seize et sept jours, à quoi il faut ajouter le temps de regroupement des unités, de perception du matériel et d'acheminement des troupes jusqu'à leur zone d'engagement.

De plus, l'Europe occidentale a une géographie qui rend les liaisons entre ses pays malaisées, alors que le camp opposé bénéficie de faciles communications de plaines.

Au-delà des considérations proprement militaires, il faut ajouter les facteurs

— politiques :

L'Europe occidentale est désunie, les pays qui la composent ont des contradictions entre eux, tandis que la partie orientale marche au commandement unique du Kremlin ;

— économiques :

L'Europe occidentale importe les matières premières stratégiques dont elle a besoin. Elle est à la merci de l'arrêt des fournitures comme de la coupure des voies d'acheminement. L'exemple du pétrole est bien connu ;

— moraux :

L'Occident est en pleine décomposition idéologique et morale. Cela se traduit en particulier par le développement de l'objection de conscience et du pacifisme. La propagande des supergrands sur la détente, ainsi que

celle des révisionnistes et trotskystes n'y sont pas pour rien : Les armées en sont autant affaiblies.

Si les deux superpuissances s'entendent pour réduire proportionnellement leurs forces, les Américains vont retraverser l'Atlantique tandis que les Soviétiques ne reculeront que de quelques centaines de kilomètres. Quand on sait que le social-impérialisme soviétique met l'accent sur la

grande mobilité de ses troupes et sur la guerre-éclair, qu'en envahissant la Tchécoslovaquie il a pu faire franchir à ses chars une énorme distance en une seule nuit, le tout précédé de parachutages massifs, il apparaît clairement qu'une telle « réduction » profite militairement à Brejnev. De plus, ses forces n'auraient plus qu'à franchir un glacis sans obstacle pour arriver sur le Rhin.

LES MOBILES AMERICAINS

L'impérialisme américain est plongé dans une crise inextricable et il s'y enfonce toujours plus. Il est en net rapide affaiblissement. Kissinger a reconnu publiquement il y a six mois la nécessité de réadapter la politique US à ses moyens. L'entretien de troupes en Europe coûte cher ; dans la concurrence sévère que lui mènent les Européens, Nixon est contraint aux économies ; il est contraint à réduire les effectifs de GI's en Europe.

En même temps, les U.S.A. exercent sur les Européens le chantage du retrait de leurs troupes, car ceux-ci craignent l'expansion soviétique. Par là, ils veulent obtenir un alignement politique et militaire sur eux. La

L'URSS PARLE DE DÉTENTE ET PRÉPARE LA GUERRE D'AGRESSION

Que fait l'Union soviétique ? Elle s'arme, et avec frénésie. Le mot n'est pas trop fort pour qualifier cet effort militaire qui absorbe, selon des économistes soviétiques, 40 % du budget national (U.S.A. 7,7 %, France 3,1 %). L'U.R.S.S. procède à explosion nucléaire sur explosion nucléaire. Elle a réussi à rattraper le niveau américain et s'apprête à le dépasser. Il en est de même pour les forces conventionnelles. Les effectifs se renforcent, les armements les plus sophistiqués font leur apparition.

Regardons son activité en Europe. Les navires de guerre soviétiques sont toujours plus nombreux en Méditerranée, en Baltique, en mer du Nord et dans l'océan Atlantique. Sur terre, 75 % des forces sont déployées face à l'Europe. Depuis 1968, 1500 nouveaux chars soviétiques ont été envoyés en R.D.A. s'ajouter aux 5000 qui y stationnaient déjà, soit une augmentation de 30 %. Toujours en R.D.A., le nombre des canons d'artillerie soviétiques a été doublé en cinq ans, et la moitié des anciens canons a été renouvelée, le stock de munitions agrandi et le nombre d'avions augmenté de 50 %. Dans cette région, deux nouvelles divisions d'infanterie ont été envoyées, ce qui porte leur nombre à trente-trois. La vitesse de manœuvre a été augmentée. L'accent est sur le caractère offensif des troupes qu'illustre le développement des parachutistes et commandos. Pendant sa dernière visite aux U.S.A., Brejnev a eu l'impudence de déclarer à la télévision américaine : « encore

pressé a révélé des grosses pressions américaines sur la France à ce sujet. Ils exigent aussi de l'Europe des concessions économiques et monétaires, ainsi que le remboursement intégral des frais de stationnement des troupes.

De plus, en obtenant la réduction des forces soviétiques en Europe de l'Est et en exigeant à la conférence de sécurité européenne la libre circulation des idées et des gens, les Américains cherchent à desserrer l'étau soviétique sur les pays de cette région en espérant favoriser des processus semblables à celui de début 1968 en Tchécoslovaquie, c'est-à-dire se servir dans le jardin de Brejnev.

trop de gens font du tapage à propos des préparatifs militaires, de la course aux armements au lieu de discuter dans un esprit constructif les problèmes de la détente et de la coopération scientifique ». Voudrait-il qu'on l'applaudisse quand il se prépare à la guerre ?

Certains pensent que l'équilibre nucléaire U.S.A.-U.R.S.S. garantit à lui seul le statu quo en Europe.

Dans quelle mesure les bourgeoisies des pays occidentaux n'adopteraient-elles pas une position de neutralité ou n'accepteraient-elles pas la domination soviétique pour éviter les ravages de la guerre conventionnelle comme nucléaire ?

Il faut également se rendre compte que le parapluie nucléaire américain sur l'Europe a tendance à se replier. Pourquoi ? Il y a vingt ans, le rapport de forces stratégiques (donc nucléaires) était écrasant en faveur de l'impérialisme américain. Leur doctrine était celle des « représailles massives » à toute attaque d'un allié des U.S.A. Au fur et à mesure que l'U.R.S.S. a comblé le trou et que ses possibilités de destruction sur le territoire U.S. se sont agrandies, les Américains ont dû en tenir compte et ont adopté la nouvelle doctrine de riposte graduée. C'est-à-dire que les U.S.A. n'acceptaient plus de se lancer automatiquement dans la guerre nucléaire pour la défense de l'Europe. Maintenant que l'U.R.S.S. s'apprête à prendre le rang de première puissance nucléaire, comment croire à une protection U.S. à 100 % ?

LA POLITIQUE DE DÉFENSE DES PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE

Jusqu'ici, beaucoup s'en sont remis totalement à l'impérialisme américain. Même maintenant, ils compriment les budgets militaires :

1° Pour réduire les dépenses et porter l'effort sur la lutte économique et financière ;

2° Par démagogie électorale, pour satisfaire des courants de l'opinion publique à la fois sous influence de la social-démocratie et de la propagande sur l'illusoire détente. Prenons l'exemple du Danemark : alors que les deux superpuissances font régner l'insécurité par leur lutte accrue pour

le contrôle de la région, il réduit de manière immortante le budget militaire, comprime les effectifs du personnel de carrière, diminue le nombre de bâtiments de guerre, ferme une base et réduit de douze à neuf mois la durée du service militaire. N'est-ce pas là une attitude qui signifie « Je m'abandonnerai au plus fort des deux ». Cela ne fait-il pas le jeu des superpuissances et ne va-t-il pas en fait contre les intérêts du peuple danois ?

En Europe, seule l'Albanie a une véritable défense s'appuyant non seu-

suite de la page 2

lement sur une armée régulière, mais sur le peuple mobilisé politiquement et militairement par le P.T.A. C'est pour cela que bien que soit un petit pays, ni les Soviétiques, ni les Américains n'ont osé y toucher.

La bourgeoisie est une classe incapable d'assurer de manière conséquente l'indépendance nationale car elle ne peut pas s'appuyer sur le peuple. Et dans la mesure où elle résiste aux hégémonies, elle présente une tendance à la capitulation. Dans son livre « le Temps des armes », le général Billotte rapporte les propos que lui tenait de Gaulle à Alger pendant la dernière guerre ; en voici la substance : si les Américains et les Russes gagnent la guerre, ma conduite est juste, mais si les Allemands doivent l'emporter, alors Pétain a raison. Ne voit-on pas ainsi les limites de la fermeté que les bourgeoisies monopolistes d'Europe occidentale peuvent opposer aux menées agressives soviétiques ?

Le gouvernement français est celui des pays d'Europe occidentale qui résiste le plus aux tentatives d'hégémonie. On ne peut par exemple que se féliciter de son refus de participer aux négociations de Vienne. Mais sa politique envers Moscou n'est pas néanmoins entachée d'opportunisme et ne présente-t-elle pas un aspect capitulaire ?

Après avoir accepté la tutelle U.S., les pays d'Europe occidentale ne risquent-ils pas de passer sous orbite de Moscou ?

Le social-impérialisme soviétique cherche à étendre son influence dans le monde. Les Occidentaux voudraient bien le voir se lancer contre la Chine. Mais ce serait une aventure militaire très dangereuse. En 1939 aussi, les gouvernements de France et d'Angleterre ont tout fait pour que l'Allemagne nazie attaque l'U.R.S.S. Mais ce sont eux qui ont d'abord été envahis. Quelle est la proie la plus facile ? la Chine unie et mobilisée, prête à se défendre, ou l'Europe occidentale ?

Loin de favoriser une véritable détente, une réduction des forces signifie en fait une menace soviétique accrue sur l'Europe. La situation actuelle appelle à l'unité la plus large contre l'expansion de l'U.R.S.S. dans cette région, pour la sauvegarde de l'indépendance nationale. Hitler aussi voulait dominer l'Europe et le monde. Il eut la fin qu'on connaît. Nul doute que si la clique Brejnev s'entête à prendre le même chemin, elle finira de la même façon.

UNE INSULTE AUX PEUPLES DU MONDE

Le mardi 16 octobre, le comité Nobel du Parlement norvégien a décerné le prix Nobel de la Paix à MM. Kissinger et Le Duc Tho. Parmi les candidats proposés figuraient notamment les noms de M. Nixon (1) (n'est-il pas l'homme qui est responsable de la destruction scientifique du territoire du Nord-Vietnam ?), Jean Monnet, Tito, Dom Helder Camara. Rappelons que l'an dernier le prix avait été attribué à Willy Brandt.

Mme Lionaes, présidente du comité, a ainsi justifié la décision prise : « La guerre du Vietnam, le plus navrant et le plus terrible conflit militaire depuis la fin de la seconde guerre mondiale, a été arrêté. Le comité a décidé d'attribuer le prix aux deux négociateurs dont les efforts ont permis la réalisation des accords de Paris. » Bien entendu, M. Kissinger s'est empressé d'accepter le prix en affir-

EDITORIAL

Durant plus de quinze jours, la situation internationale aura fait passer au second plan dans l'opinion publique française l'actualité politique intérieure. Cependant l'agression sioniste au Moyen-Orient, la riposte ferme des peuples arabes, le diktat des deux super-puissances agissant de concert, ont influé de façon non négligeable sur la situation dans notre pays.

En particulier la crise politique du régime a été précipitée par ces événements extérieurs. N'a-t-on pas vu de grands regroupements s'effectuer dans tous les partis bourgeois pour soutenir le sionisme israélien ?

Des républicains-indépendants aux socialistes cela n'a été qu'un même tollé contre la politique « pro-arabe » du gouvernement. Sans oublier les révisionnistes du P.C.F. qui ont tenu à participer au groupe parlementaire France-Israël !

La division est telle à l'heure actuelle que Pompidou a été contraint de repousser à plus tard son projet de réduction du mandat présidentiel.

De même la lutte des peuples arabes contre le sionisme et l'impérialisme a aggravé la contradiction opposant le gouvernement et le P.-D.G. de l'O.R.T.F. et précipité sa solution, sous la forme de l'élimination de ce dernier : selon nombre de journalistes bien informés, la goutte qui a fait déborder le vase a été le refus opposé par le très sioniste Arthur Conte aux consignes du Quai d'Orsay. Malgré les avis pressants du ministère des Affaires étrangères, A. Conte s'est obstiné à laisser l'ambassadeur israélien à Paris s'exprimer librement à la télévision au moment même où les troupes sionistes bombardaient les populations civiles arabes. Ce fait permet à lui seul de s'interroger sur le sens réel des tonitruantes et tardives déclarations de l'ex-P.-D.G. de l'Office quant à la liberté et à la démocratie.

Toujours est-il que nous n'avons ici que les explications superficielles des grands remous qui agitent la bourgeoisie française. Au fond pourquoi tant de députés, y compris dans les rangs de l'U.D.R. s'opposent, s'agitent, critiquent, grognent, rechignent ou se réservent face à la politique du gouvernement ? C'est là essentiellement le reflet dans les rangs bourgeois des effets de l'aggravation de la crise générale du système capitaliste dans notre pays et de l'impuissance du régime Pompidou à la résoudre.

La crise sociale, et la crise économique et financière notamment inquiètent profondément les leaders bourgeois. Les nombreuses luttes en cours dans la classe ouvrière contre les licenciements, luttes de plus en plus déterminées comme le montrent les travailleurs de Lip, l'inflation galopante, et les problèmes monétaires, voilà autant de pommes de discorde dans les rangs réactionnaires. Chacun y va de sa solution pour « sauver les meubles » et pour enrayer les mouvements des masses populaires qui se dessinent à l'horizon.

«... très heureux » et Nixon de surenchérir que c'est « hautement mérité ». Tout cela sans rire. Mais si Kissinger devait recevoir un prix Nobel, n'aurait-ce pas plutôt dû être celui de la guerre d'agression ? Si Kissinger a été OBLIGE de signer les accords de Paris, n'est-ce pas parce que la résistance héroïque du peuple vietnamien à l'agression américaine fut victorieuse ?

En réalité, cette distinction est une insulte aux peuples du monde car elle place sur un même pied agresseur et agressé, l'impérialisme américain qui veut soumettre les peuples du monde et le peuple vietnamien qui a su vaillamment lui résister. A qui fera-t-on croire que Kissinger veut la paix ? Son gouvernement n'entretient-il pas une administration fantôme au Sud-Vietnam et au Cambodge ?

Le ministère des affaires étrangères du G.R.P. a publié lundi 15 octobre un texte accusant les U.S.A. d'avoir « depuis la signature des accords de Paris, introduit illégalement au Vietnam du Sud 150 000 tonnes de munitions, d'armes et de matériel de guerre » et « des centaines de millions de dollars pour renforcer le système policier et les prisons de l'adminis-

tration de Saigon... »

D'ailleurs Thieu n'a jamais eu l'intention de respecter le cessez-le-feu et les accords de Paris, fort du soutien de ses maîtres U.S. C'est pourquoi Le Duc Tho refuse le prix qui lui est décerné « en raison de la situation qui est maintenue au Vietnam du Sud par l'administration de Saigon et les U.S.A. ».

A BAS L'IMPERIALISME AMERICAIN !

VIVE LA JUSTE LUTTE DU PEUPLE VIETNAMIEU !

LA PRÉOCCUPATION DE MONSIEUR SARTRE

Dans une interview accordée à un journal israélien (et dont il reprend l'essentiel dans le « Libération » du 29 octobre), Jean-Paul Sartre prend le parti du sionisme. Il déclare à propos de la guerre : « Les Egyptiens ne

Par exemple, il est probable que la nécessité d'utiliser au maximum l'arme du racisme pour diviser le prolétariat et le peuple explique pour une bonne part le large soutien accordé au sionisme par l'Assemblée. »

Cependant, quelque bruit que fassent les querelles politiques bourgeoises, le véritable avenir de notre pays ce n'est pas dans ces disputes qu'il se prépare. C'est des entreprises, des campagnes, des écoles et facultés que dépend la France de demain. Aujourd'hui de grandes luttes sont en préparation, des combats résolus comme ceux des ouvriers de Lip, sont des signes avant-coureurs des mouvements révolutionnaires de masse qui ne peuvent manquer de se développer. Cependant, les dirigeants réformistes et révisionnistes continuent à tromper nombre de travailleurs. Les idées fausses qu'ils entretiennent visent à dévoyer les luttes de masse à leur profit. Les dirigeants révisionnistes du P.C.F. notamment ne perdent pas espoir de s'appuyer sur la classe ouvrière et les masses populaires pour s'emparer du pouvoir et instaurer non pas le socialisme mais un régime révisionniste, du type de ceux qui règnent sous la houlette de Brejnev dans les pays de l'Est. Malheureusement pour eux l'incurable ligne de collaboration de classe qu'ils veulent imposer aux travailleurs les démasque chaque jour tout comme leurs mensonges sur la voie pacifique et leur propagande d'agent du social-impérialisme soviétique. D'ailleurs c'est un aveu de cette situation qu'a fait Georges Marchais le 28 octobre. A la fin de la réunion du C.C. du parti révisionniste consacré à l'implantation dans les entreprises, il a déclaré :

« Et ces tâches politiques, elle est amenée à les accomplir quotidiennement. Par exemple, les événements du Chili font naître chez les travailleurs des questions sur notre stratégie de marche au socialisme. A propos du Moyen-Orient, ils s'interrogent sur les responsabilités et les causes du conflit, sur le rôle de ce que le pouvoir appelle les deux « super-grands », sur les solutions nécessaires. Seule la cellule d'entreprise peut dissiper la confusion que l'adversaire entretient sur ces questions et apporter de façon directe, vivante, immédiate, les réponses de notre parti. »

Les marxistes-léninistes considèrent qu'en tous cas Marchais a bien indiqué dans ce discours le lieu de la bataille entre le révisionnisme moderne et le marxisme-léninisme. Nous ne doutons pas que la ligne consistant à lutter pour la révolution prolétarienne alors que les conditions objectives de cette révolution sont réunies et pour l'indépendance nationale à l'heure où les deux super-puissances et notamment les sociaux-impérialistes soviétiques font peser des graves menaces sur l'Europe, recevra un soutien toujours plus large du prolétariat et des larges masses populaires tandis que la ligne de trahison de classe et de trahison nationale des dirigeants du P.C.F. ira de défaite en défaite.

peuvent nier que ce sont eux qui l'ont déclenchée, après l'avoir bien préparée. » Les pays arabes seraient donc agresseurs et « le problème était celui de la résistance d'un pays de trois millions d'hommes contre cent millions. » Gaston Defferre n'y trouvera rien à redire. Mais dites voir Monsieur Sartre qui donc a chassé le peuple palestinien de sa patrie, qui donc a occupé la terre égyptienne du Sinaï, qui donc a occupé les terres syriennes du Golan ? Israël ou les pays arabes ?

Qui se trouve en état de résistance contre l'agression ? Le peuple palestinien et les peuples arabes ou bien l'agresseur sioniste ?

Et croyez-vous que ce soit le fait que le peuple palestinien ait été chassé de sa patrie qui « préoccupe gravement » notre philosophe ? Certes non ; c'est le fait que la destruction de l'Etat d'Israël se soit « profilée à l'horizon ».

M. Sartre ne veut pas d'une Palestine démocratique et laïque. Il reste en cela fidèle à lui-même. Déjà en 1967 il avait pris le parti d'Israël, et avait protesté contre la décision du gouvernement français de mettre l'embargo sur les armes à destination d'Israël. Plus le temps passe et plus les peuples arabes peuvent distinguer clairement leurs amis de leurs ennemis.

classe contre classe dans les entreprises

TUBAUTO (Joigny)

Grève illimitée avec occupation

Les ouvriers de l'usine métallurgique Tubauto de Joigny (Yonne) sont en grève illimitée avec occupation de l'usine depuis le 11 octobre.

Ils réclament :

— Augmentation des salaires : 60 centimes/heure pour les O.S. et 50 centimes/heure pour les O.P.

— Suppression de la prime d'assiduité (antigrève) par son incorporation dans le salaire.

— Ralentissement des cadences.

Tubauto, c'est la plus grosse usine de la ville, avec 400 salariés dont plus de 250 O.S. La plupart des O.S. sont des travailleurs yougoslaves qui passent directement un contrat avec Tubauto depuis leur pays d'origine. Si le travail ne leur plaît pas, ils n'ont qu'à rentrer chez eux !

LES SALAIRES

Les O.S. sont payés au rendement. Chaque machine enregistre le nombre de pièces fabriquées par l'ouvrier. Les cadences fixées par la direction sont souvent impossibles à atteindre. Si la machine doit subir un réglage d'une heure, l'O.S. n'a qu'à se débrouiller pour rattraper le temps perdu, l'arrêt de la machine n'étant pas décompté.

Suivant le rendement, l'O.S.1 est classé C0, C1, C2, C3, C4 ou C5. Même chose pour les O.S.2. Les rares O.S.1 qui arrivent à se classer C4 ou C5 ont le « privilège » de faire les mêmes pièces que les O.S.2, tout en étant payés comme O.S.1 !

Les O.S. sont encore divisés par une autre classification (O.S. maxi, moyen ou mini) suivant que la direction les considère comme « bon ouvrier » ou « mauvais ouvrier ». C'est la classification « à la tête du client » !

Quelque soit leur classification, les O.S. touchent un salaire très bas, à peine le S.M.I.C. (6,39 F de l'heure pour un O.S.1) c'est-à-dire 30 % de moins que dans les autres usines du groupe !

LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Pour la plupart des O.S., les cadences sont impossibles à tenir. Les accidents sont fréquents, surtout à l'atelier d'ébavurage des tubes. Depuis 1 an, le patron a augmenté les cadences de près de 50 % (un O.S. qui fabriquait 600 volants par jour il y a un an en produit aujourd'hui 900 avec un salaire équivalent !).

Le 11 octobre, les ouvriers en ont assez. Ils débrayèrent massivement et

tiennent une assemblée générale qui décide la grève.

Malgré la faiblesse des syndicats au départ (10 % à la C.G.T.), le mouvement s'organise aussitôt : piquet de grève, occupation de l'usine, popularisation de la grève dans la ville. Des équipes d'ouvriers (français, algériens, yougoslaves) pour expliquer leur lutte et appeler à la solidarité matérielle.

Face aux justes revendications des ouvriers, le patron refuse de discuter et sa réponse ne se fait pas attendre. Dès le 15 octobre, il fait comparaître 23 ouvriers de Tubauto au tribunal des référés pour : « Entrave à la liberté du travail » et « occupation illégale des locaux ». Les 23 sont assignés à quitter les lieux, sinon le patron fait intervenir ses C.R.S.

Devant cette menace du patron, les ouvriers ne se laissent pas intimider. Ils décident en assemblée générale : pas question de quitter l'usine, pas question de rouvrir les portes. Bien au contraire, ils renforcent la mobilisation et la solidarité, organisent un important meeting en ville avec succès. Les Yougoslaves sont toujours les plus déterminés dans la lutte.

Pendant ce temps, les responsables C.G.T. (U.L. et U.D.) tentent de canaliser l'action des travailleurs :

— Ils démobilisent les ouvriers d'une autre usine de la ville qui voulaient se mettre en grève par solidarité, en disant : « Pour Joigny, Tubauto, ça suffit ! » (pour les patrons, certainement !)

— Ils tentent de remplacer les justes revendications de salaires des ouvriers par leur mot d'ordre au service des cadres supérieurs et de la direction : augmentation de 5 % pour tous !

— Ils refusent de faire quoi que ce soit pour essayer d'étendre le mouvement aux autres usines du groupe Valourec (dont dépend Tubauto) sous prétexte que les ouvriers ne sont pas prêts (ce qui reste encore à voir !).

Malgré l'entêtement du patron, malgré la volonté des dirigeants de canaliser la lutte, les ouvriers de Tubauto sont résolus à lutter jusqu'à la satisfaction de leurs justes revendications.

VIVE LA LUTTE DES OUVRIERS DE TUBAUTO !

VIVE L'UNITE DE LUTTE DES OUVRIERS FRANÇAIS ET YUGOSLAVES !

LE PATRON DOIT CEDER !

Correspondant HR Joigny.

25 octobre 1973.

LAROUSSE ET LE RESTE !

L'imprimerie Larousse à Mont-rouge va fermer. Prétextant que le renouvellement des vieilles machines leur coûterait trop cher par rapport à la rentabilité de l'imprimerie, les patrons ont décidé de supprimer l'usine de Montrouge et de licencier purement et simplement les 183 ouvriers. En fait, question rentabilité, la section syndicale de l'usine a fait ses propres calculs qui établissent qu'au contraire les profits que réalise Larousse sont très « prometteurs ». Alors pourquoi cette fermeture ?

Parceque, pour réaliser des profits encore plus gros, les capitalistes du Livre préfèrent faire réaliser le travail par des sous-traitants en province ou encore à l'étranger où la main-d'œuvre et le papier coûtent moins chers.

Mais plus grave encore est le fait que de nombreuses imprimeries disparaissent purement et simplement : à Paris, en trois ans, 8 000 travailleurs ont été licenciés. A Lyon, dans la même période 600 ouvriers ont suivi le même sort. La raison de ces licenciements « à tout vent », comme disent ceux de Larousse est la tentative de concentration du Livre et de la Presse dans les mains d'une poignée de plus en plus réduite de patrons.

Dans la Presse par exemple, les monopoles capitalistes, et le pouvoir à leur solde ont décrété qu'ils souhaitaient la parution d'un seul quotidien du matin et d'un seul quotidien du soir ; ce qui signifierait, pour eux, le contrôle encore plus direct sur les moyens d'expression.

N'est-ce pas là un pas de plus dans la fascisation du régime, qui trouve son pendant dans les tentatives des monopoles de se partager le gâteau de l'O.R.T.F. pour y imposer leur domination idéologique de façon encore plus nette.

Si des travailleurs pensent qu'on n'en est pas encore là, il faut qu'ils sachent que le processus est d'ores et déjà entamé : outre les 8 000 li-



ciements cités plus haut, qu'ils sachent que les quotidiens France-Soir et le Figaro vont se trouver concentrés dans peu de temps dans une seule et même entreprise à Saint-Denis.

La S.E.P.I. sortira ainsi les 2 canards au même endroit avec les mêmes ouvriers et le même matériel. C'est là une étape dans la création d'un quotidien unique pour les 2 journaux. Pour réactionnaire et soumis aux monopoles qu'ils soient tous deux, il vaut encore mieux 2 quotidiens qui présentent des différences quant à la qualité de « l'Information », qu'un seul qui serait la voie unique et totalement asservie du pouvoir.

Pour le Livre, c'est le même problème. Combien de régimes fascistes tels le Portugal, la Grèce ou le Chili ont le monopole complet de la culture. Rien d'étonnant alors à ce que notre régime fascisant prépare dans son étape actuelle les conditions matérielles qui permettront au moment où il le voudra cette prise en main totale de la culture.

Halte à la fascisation du régime !

Soutenons la lutte des travailleurs de Montrouge contre les licenciements.

Soutenons les travailleurs de la Presse et du Livre en lutte contre le chômage.

BREST

ERICSSON EN LUTTE

Depuis quinze jours, les débrayages se succédaient à l'usine Ericsson. Aujourd'hui, 19 octobre, environ 900 employés sont descendus dans la rue (grévistes proche des 100 %) qui scandaient des slogans contre le rendement, les cadences, et le travail par poste...

— Diminuez les cadences, augmentez les salaires ;

— Les chronos, on n'en veut plus.

A Brest, « tout le monde croit qu'Ericsson c'est le paradis, mais pour ceux qui y travaillent c'est l'enfer » dit un délégué du personnel.

Ce que veulent les employés : ce sont d'abord de meilleures conditions de travail. En six mois (du 1^{er} janvier au 1^{er} juin) la médecine du travail a relevé 84 cas de maladies nerveuses dont 29 concernaient le personnel travaillant en équipe (6 heures-14 heures ou 14 heures-22 heures).

A l'origine : les cadences infernales.

En quelques mois, la production a augmenté de 50 % mais les employés de 12 % seulement. La deuxième tranche de l'usine n'est pas encore en service, mais nous produisons déjà autant que si c'était fait », disent les délégués syndicaux.

Conséquence : « La moitié du personnel affirme avoir perdu plusieurs dixièmes d'acuité visuelle depuis son embauchage. On ne

compte plus les fausses couches dues à l'énerverment... ». « Les 150 personnes qui travaillent par postes, passent huit heures sans changer de position. Sans une seule minute d'arrêt. Ou si elles veulent s'arrêter c'est le rendement qui saute, le boni qui leur passe sous le nez. Alors tout le monde s'arrête le moins possible pour atteindre un salaire correct. Sinon c'est 920 F net pour un O.S.1, 940 F pour un O.S. 2 (la grande majorité du personnel) — et bien sûr sans aucun espoir de promotion : « Si tu rentres P1 tu resteras P1 toute ta vie. Sauf si tu acceptes le travail en équipe. Mais accepter ça, c'est accepter les huit heures sans pause, une vie de famille détruite, surtout quand la femme travaille en heures normales ; et en prime des ennuis de santé ; ce que tu gagnes en promotion, tu le perds en pharmacie », racontent les employés.

Soutenons les employés d'Ericsson, dans leur juste combat « classe contre classe » — contre l'intensification du travail et dénonçons les crimes du capital.

Diminution des cadences. Suppression du rendement et du travail en équipe.

Augmentation des salaires. Respect des classifications. Arrêt des changements de postes avec perte de salaire. Correspondant « H. R. », Roscoff.

Commandez notre brochure

LA FASCISATION EN FRANCE

(prix 3,00 F - ajoutez 20 % du prix de la commande pour frais d'envoi)

RHONE-POULENC (Vitry)

A la minérale l'action s'engage

A Rhône-Poulenc, comme ailleurs les ouvriers, les techniciens, les employés font les frais de l'augmentation très rapide du coût de la vie. Le Conseil d'Administration vient de faire savoir que les bénéfices pour le premier semestre 1973 étaient en hausse de 30 % par rapport au semestre 1972! Quant à nous dans l'usine nous voyons les effectifs diminuer, la production augmenter et nos salaires prendre du retard sur les hausses des prix. Dans plusieurs secteurs de l'usine, l'action s'engage, le niveau de combativité est encore très inégal pour espérer rapidement un développement à toute l'usine. Cela montre de toute façon que les travailleurs ne sont pas prêts à se soumettre aux menaces sur le blocage des salaires.

Mercredi à 9 heures une délégation des Bromiodés, Bismuth, Iodures, sont allés chez M. Palin déposer leur cahier de revendications appuyés par les délégués C.G.T., C.F.D.T., F.O.

Devant le refus de la direction de recevoir les travailleurs en même temps que leurs délégués, il a été décidé de revenir à 11 heures tous ensemble. Nouveau refus de recevoir la délégation. Les revendications ont donc été déposées par écrit :

- 50 F d'augmentation pour tous ;
- 1 seul salaire par catégorie ;
- Passage à la catégorie supérieure pour tous ;
- Augmentation des effectifs.

Dans la journée les ouvriers des alumines et pigments après discussions avec les délégués syndicaux décident de déposer leur cahier contenant les mêmes revendications auxquelles s'ajoutent d'autres particulières à leurs propres conditions de travail.

Pour protester contre les faits de la veille et aller chercher une réponse, un débrayage de 2 heures par équipes est décidé pour le lendemain.

Jeudi matin à 11 heures, le responsable de la Minérale ainsi que le chef de service et le chef du personnel de l'usine ont reçu une délé-

gation de 11 ouvriers et 6 délégués. C'est un recul par rapport à l'attitude intransigeante de la veille. Il faut dire que le débrayage du matin a été suivi par la quasi-totalité des ouvriers.

A cette entrevue les représentants de la direction font semblant de découvrir les revendications déposées, ils répondent négativement au sujet des augmentations de salaire, d'un seul salaire par catégorie et du passage à la catégorie supérieure pour tous.

Pour les autres questions, ils se contentent de vagues promesses d'étude pour les cas particuliers concernant les classifications et pour l'accroissement des effectifs : réponse sera faite le 7 novembre! Sur les conditions de travail des réponses positives sont données.

La riposte des travailleurs :

A l'unanimité tous les travailleurs des ateliers concernés ont considéré que les réponses de la direction sont insuffisantes. Sans attendre la nouvelle entrevue du 7 novembre les grévistes ont décidé de poursuivre l'action pour obtenir satisfaction.

Aujourd'hui débrayage de quatre heures pour toutes les équipes aux bâtiments 43 et aux Alumines, débrayage de deux heures aux Pigments.

COMMENT LA CGT A SABOTÉ LA GRÈVE DES SER ET DES MAMMOUTH

Les employés de la S.E.R. (Société Economique Rennaise) et de la S.M.A.G.S., filiale qui couvre les mammouth de Rennes et de Saint-Brieuc se sont mis en grève le 8 octobre 73 pour les revendications suivantes :

- salaire minimum de 1 100 F par mois pour 40 heures, soit une augmentation de 8 % (les patrons proposent 6 %) ;
- une garantie du pouvoir d'achat (indexation sur les indices syndicaux) ;
- Des améliorations des conditions de travail ce qui suppose embauche de personnel pour les Suma, réduction du nombre des nocturnes et changement d'horaires pour les caissières du Mammouth.

Face à ces revendications, l'attitude de la direction a tout d'abord été de « refuser de négocier valablement », de diviser les employés en essayant de recevoir les délégués séparément et « en sillonnant la ville toute une nuit pour mettre sous les portes des employés des lettres ».

Alors que l'unité de tous les travailleurs était indispensable pour continuer la lutte qu'a fait la C.G.T. ?

— au lieu d'œuvrer à l'unité, elle a semé la division au sein des travailleurs eux-mêmes en incitant les chauffeurs de la S.E.R. à se battre sur leurs propres mots d'ordre et à se désolidariser des autres travailleurs de la S.E.R., Mammouth, de même pour les caissières de Mammouth ;

— au lieu de développer la solidarité : refus de se joindre au mouvement de soutien sous prétexte que « les militants politiques syndicaux et familiaux qui le composait étaient des ennemis de la classe ouvrière ».

Mais qui sont les ennemis ? ceux qui popularisent la lutte des travailleurs ou ceux qui refusent de le faire.

De plus, le pont C.G.T. Fremin est allé jusqu'à dire avant le vote pour la continuation de la grève qu'il ne fallait pas mentionner l'existence du comité de soutien, car ceci pourrait « influencer les travailleurs dans le bon ou le mauvais sens ». Ainsi, c'est selon M. Fremin une mauvaise chose que de faire savoir aux travailleurs qu'ils sont soutenus. De même, le délégué C.G.T. a exigé que les affiches du comité de soutien posées avant le vote soient retirées en menaçant si cela n'était pas fait de s'engueuler avec les délégués C.F.D.T. et les représentants du comité de soutien devant tous les travailleurs.

Au lieu de favoriser la démocratie des travailleurs, elle s'est opposée à ce que les travailleurs décident en assemblées générales des formes de leur lutte.

Même si lundi matin (le 5-10-73) 100 restaient pour la continuation de la grève et 23 contre, après ces manœuvres, les travailleurs désorganisés et démoralisés, à part un petit noyau, reprenaient le travail en n'ayant presque rien obtenu. C'est le fruit de la ligne de collaboration de classe de la C.G.T. dont les délégués de cette organisation syndicale préfèrent emprunter à leurs patrons pour construire leurs maisons (ex. : un délégué de la S.E.R. n'a pas eu honte de le reconnaître devant les travailleurs).

Mais les travailleurs de la S.E.R. et des Mammouths sauront tirer les leçons de la trahison des délégués C.G.T. et poursuivront leurs luttes en renforçant leur unité contre l'exploitation capitaliste.

Vive la lutte des travailleurs de la S.E.R. et Mammouth.

Vive la lutte classe contre classe.
Correspondant H.R. - Rennes

Clermont-Ferrand

Grève aux Nouvelles Galeries

Le personnel s'est mis en grève pour une heure le jeudi 25 à 9 heures, pour les revendications suivantes :

- augmentation des salaires ;
- 100 F d'augmentation pour tous ;
- embauche de personnel : les grévistes demandent que les vendeuses employées à mi-temps, dont certaines depuis plusieurs années, le soient à temps complet ;
- paiement de cette heure de grève.

Devant le refus de la direction, les grévistes décident de prolonger l'action. La grève continue et le vendredi après-midi ils font un piquet de grève en bloquant les entrées.

Le samedi 27, le magasin n'a pas ouvert. Le personnel en grève a continué à bloquer les entrées en se serrant au coude à coude.

Le samedi après-midi, moment où de nombreux travailleurs viennent faire leurs achats, les grévistes ont

expliqué leur grève à la population. Ils ont été aidés par les militants de l'Humanité rouge, qui comme toutes les semaines venus là pour vendre « H.R. », ont mobilisé tout au long de l'après-midi les clients des Nouvelles Galeries pour le soutien aux grévistes.

La direction a tenté, avec l'aide de cadres, d'entourer le piquet de grève, mais la détermination des grévistes, leur unité et le large soutien des clients massés à l'extérieur a fait reculer les patrons qui ont préféré reculer plutôt que de se ridiculiser devant la foule.

Les grévistes se sont organisés en comité de grève qui regroupe syndiqués et non-syndiqués.

La lutte continue jusqu'à ce que la direction cède.

VIVE LA LUTTE DES EMPLOYÉS DES NOUVELLES GALÉRIES!
CLASSE CONTRE CLASSE!

Mutinerie à la prison de Melun



Une mutinerie a éclaté le 24 octobre, en début d'après-midi, à la prison centrale de Melun. Cette prison compte environ 450 détenus et déjà, au début de l'année, ils avaient mené pendant plusieurs semaines une grève du travail réclamant des réajustements de salaire et notamment la parité avec le S.M.I.C. La prison de Melun possède en effet la plus importante imprimerie administrative de France. A la suite de ce mouvement, 15 détenus avaient été transférés et plus de 100 mis au régime de l'isolement.

Cette fois-ci les revendications des prisonniers portent sur leurs conditions de vie : ils réclament l'application de la réforme pénitentiaire, l'humanisation de leurs

conditions de détention et le droit à leur libération conditionnelle. Installés sur les toits de la prison, les mutins ont harangué la foule des curieux qui se trouvait sur les bords de la Seine en exposant leurs revendications et réclamant l'ouverture d'un dialogue : « Nous ne voulons pas de violence, mais si on nous attaque, nous avons des allumettes et nous n'hésiterons pas à mettre le feu ». Le « dialogue » fut assuré en fin de soirée par l'assaut donné par plusieurs centaines de C.R.S. et gendarmes mobiles, aidés par les lances à eau des sapeurs-pompiers.

Soutenons les justes revendications des détenus de la Centrale de Melun!

SOUTIEN FORCÉ AUX SIONISTES

Dans l'atelier de confection où je travaille, une collecte a été faite à l'initiative du patron pour soutenir Israël. La plupart des ouvrières ont donné (cf. reçu), soit par crainte de ne pas avoir de carte de travail, soit par peur des représailles. Nous sommes 4 à avoir refusé de soutenir Israël.

En effet, le patron interdit de « faire de la politique », comme il dit, dans l'atelier, quand nous avons des discussions, mais lui ne se gêne pas pour nous soutirer du fric à des fins politiques.

Donner ou ne pas donner, c'est nous démasquer par rapport à Israël, et du seul fait qu'on ne donne pas, on risque de se faire mal voir.

Scandalisée que de pareilles choses se produisent, je suis allée voir l'union locale C.G.T. afin de savoir s'il y a un moyen de faire rendre l'argent par le patron : on m'a reçu avec indifférence : « Il n'y a qu'à l'attaquer en justice! ». Aberrant! Comme si une ouvrière pouvait faire rendre gorge à un patron par la justice des patrons! L'union locale C.F.D.T., elle, m'a conseillé de ne pas céder au chantage, d'expliquer à mes camarades ce qu'est l'Etat d'Israël pour qu'elles ne soient pas dupes quand le patron viendra quémander de nouveau. C'est ce que je vais faire.

Quant à moi, je pense que s'il veut du fric pour Israël, il n'a qu'à vendre un de ses quatre magasins!

O.R.T.F. : les véritables dessous de l'affaire

(Article des Marxistes-Léninistes de l'Office)

L'offensive monopoliste sur les secteurs publics est permanente. La loi du profit maximum et le danger permanent de crise pousse les trusts et les banques à des concentrations nouvelles pour résister à la débâcle.

Tout ce qui est source de profit est accaparé méticuleusement et avec méthode. Les services publics, par l'étendue de leur implantation nationale, offrent de vastes marchés, des possibilités immenses de revenus.

C'est pourquoi les trusts font main basse sur ce qui est rentable pour eux dans le domaine dit « public » ou « nationalisé » et démantèlent tous les services publics. Le gouvernement des monopoles obéit à la loi des monopoles, il est le larbin de service qui a pour tâche d'organiser le dépeçage. Serviteur zélé des grands banquiers, il prospecte et organise pour eux des débouchés neufs et massifs.

UNE POULE AUX ŒUFS D'OR ELECTRONIQUE

En matière de Radio-Télévision, ou, comme il est coutume de dire « d'audio-visuel », le débouché est immense.

La « sphère de l'audio-visuel », conçue par l'état-major monopoliste englobe aussi bien l'O.R.T.F., les P.T.T. (pour les télécommunications), l'industrie électronique, l'industrie chimique, l'industrie cinématographique, l'industrie du disque, du livre, la presse écrite, les organismes de diffusion de la culture, l'Education nationale, et même la Santé publique, pour ne citer que l'essentiel. Au cours des deux dernières années, les état-majors monopolistes ont signé avec l'O.R.T.F., les P.T.T., etc., tous les accords nécessaires à la conception de cette « sphère » miraculeuse, DIRECTEMENT AVEC LES SERVICES PUBLICS INTERESSES. Infiltrés par leurs commis, le Parlement-croupion et le Sénat-potiche ont fait soumission sans avoir eu le temps de dire ouf.

Les accords signés, il faut passer aux actes et éliminer les obstacles.

LA FASCISATION, ARME SURE DES BANQUES

Dans la course au profit maximum, l'offensive des monopoles élimine les « mous » et fait table rase des velléités de résistance.

La loi Malaud (1) musèle l'antenne et donne un coup mortel au statut « public » de l'Office et par répercussion aux statuts de tous les services publics qui sont englobés dans la « sphère ». Elle prépare la répression et accélère la pénétration des capitaux privés et de la mise en œuvre du plan de démantèlement de l'O.R.T.F. qui n'a plus de service public que la carcasse.

Arthur Conte, qui voulait « dialoguer » avec les syndicats pour faire participer les travailleurs de l'O.R.T.F. à leur propre licenciement, est débouliné sans ménagement. Trop mou. Il quitte la scène en pleurnichant et en essayant de déclencher une minable affaire Watergate. Son compte est réglé en haut lieu en présence de... Marcellin. Malaud est félicité. La C.F.T. exulte.

La loi du capital bancaire et financier ne s'embarrasse d'aucun scrupule démocratique bourgeois :

Hier Druon vociférait contre les intellectuels qui manient « la sébile d'une main et le cocktail Molotov de l'autre ».

Aujourd'hui Malaud vitupère contre France-Culture infestée de rouges et complètement noyauté par les communistes de la C.G.T. (La gravité du propos commande que l'on s'abstienne d'en rire.)

On imagine sans mal l'usage idéologique fasciste auquel l'état-major monopoliste destine sa « sphère audiovisuelle » : un formidable instrument d'oppression idéologique, doté de toutes les perfections techniques dernier-cri, entièrement à sa botte !

DES LICENCIEMENTS MASSIFS DE - TEMPORAIRES -

Sous prétexte (tenez-vous bien) « d'une hausse de prix ayant dépassé les prévisions budgétaires 1973 » (note du 19 octobre 1973 signée Conte adressée à tous les directeurs et chefs de service), on licencie tous les occasionnels par non renouvellement des contrats : plusieurs centaines de travailleurs de tous les services et parmi eux une nouvelle charretée de journaliers indésirables sont jetés au chômage sans autres formes d'explications.

L'O.R.T.F. ECLATE EN 4 SERVICES - PUBLICS -, - INDEPENDANTS - ET - AUTONOMES - CONTROLES DIRECTEMENT PAR LES TRUSTS.

REQUISITION DES TECHNICIENS

En application de la loi Malaud sur le « service minimum », les chefs de service menacent de sanction tout abandon de poste... et ce n'est qu'un début.

LA NECESSITE DE L'UNITE LA PLUS LARGE

Sous le titre : « BRANDISSONS LE DRAPEAU DES LIBERTES DEMOCRATIQUES » dans l'HR n° 109 du 17 juin 1971, nous avons éclairé les travailleurs sur les visées fascistes des banquiers en révélant cette déclaration du bureau politique de « Républicains » dits indépendants dont le banquier Giscard d'Estaing est le chef de file :

« Le bureau politique invite en particulier le gouvernement à éliminer de l'appareil de l'Etat et des services publics les éléments qui s'y trouvent et dont le seul objet est précisément la subversion de l'Etat. »

Faut-il d'autres preuves ?

Dans le n° 109 d'HR nous poursuivons :

« La fraction fasciste de la bourgeoisie ne veut plus qu'on s'oppose à elle dans l'appareil d'Etat, elle veut une télévision totalement muselée, des fonctionnaires à sa botte, agissant sans poser de questions. Elle veut pouvoir opprimer le peuple en toute liberté. Elle veut accélérer le recours au fascisme. »

Faut-il plus de commentaires ?

QUE SE PASSE-T-IL A L'INTERIEUR DE L'OFFICE ?

Il ne faut pas confondre le gratin des Guy Lux, Bellemare et autres pantins avec la masse des quelques 14 000 salariés de l'O.R.T.F.

Les travailleurs de l'Office ont subi ces dernières années une telle avalanche de mesures réactionnaires que leurs raisons de mécontentement ne se comptent plus : dégradation des conditions de travail, déqualification générale, « personnalisation » des salaires, mutations arbitraires, liquidation de services entiers, recyclage difficile ou impossible, compressions d'effectifs, censure à tous les niveaux de la production des émissions, etc.

Le gouvernement a accumulé avec un acharnement méticuleux toutes les mesures dont l'effet se concrétise en deux mots : paralysie et blocus.



Malaud et Conte : on trouve toujours un plus dur que soi.

Dans cette situation, l'Office s'asphyxie lentement, ce qui permet aux tenants du pouvoir de proclamer cyniquement que le grand corps (qu'ils ont eux-mêmes empoisonné) est malade et qu'il lui faut une médecine radicale.

Comme dit le dicton : QUAND ON VEUT TUER SON CHIEN, ON DIT QU'IL A LA RAGE !

LA REACTION DES - SYNDICATS -

A la nouvelle du limogage de Conte, l'intersyndicale (S.N.R.T.-C.G.T., F.S.U., C.F.D.T) se « rabiboche » et fait le tour des assemblées générales pour demander un mandat pour toute action, sans la moindre préparation (pas de plate-forme). Elle obtient un « chèque en blanc » sans enthousiasme au cours de débats houleux où tous les problèmes sont lancés en vrac. Mais la colère des travailleurs est profonde, comme en attestent les interventions que nous avons relevées dans les diverses réunions.

LES REACTIONS DES TRAVAILLEURS DE L'OFFICE

Tandis que les syndicats essaient de minimiser la « casse » (qui dit 800 licenciements, et qui 300 !) et prétendent que les statutaires sont incapables de se mobiliser contre le licenciement des occasionnels.

Le S.N.J. (Syndicat national des Journalistes) prend fermement position contre tout licenciement et contre les atteintes à la liberté d'expression.

A Grenoble : des équipes de tournage menacent de se mettre en grève si on licencie les occasionnels.

Au Centre des Buttes-Chaumont et à la Maison de la Radio : les initiatives se développent pour faire le recensement exact des gens menacés et les défendre.

Dans les assemblées ont dit :

« Je voudrais qu'on mandate les syndicats pour qu'il n'y ait pas un seul licenciement ! » - A situation exceptionnelle, formes de luttes exceptionnelles, puisqu'ils brisent leur propre légalité, faisons effort d'imagination, comme à Lip ! - « Nous voulons savoir quelle grève nous faisons et pourquoi ! » - Une grève de 24 h, c'est ridicule ! - « Sans plate-forme, sans nous ! » Les bonzes répondent : « On n'a jamais dit 24 h seulement. » Les masses : « Quand ça ? » Les

bonzes : « Au début de novembre. » Les masses : « C'était avant les licenciements ! »

Simonetti (bonze de la F.S.U.) : « Puisque vous semblez vous intéresser aux occasionnels, vous autres les occasionnels organisez-vous vous-mêmes et manifestez à la Maison de la Radio dans le hall, les nouveaux directeurs vont passer et vous leurs expliquerez. » (Sic.)

Les masses : « Pourquoi on ne fait pas grève pour les occasionnels ? » - « Qu'est-ce qui se passe dans les autres centres ? » - « Si on s'attend tous les uns les autres, ça risque d'être long ! »

Un journaliste radio : « Il faut qu'on vote dès aujourd'hui la formation de commissions et les organiser rapidement ! »

Des employés de bureau protestent dans les couloirs : « Leur voter une confiance en l'air, comme ça ? Si on a des grilles de salaires pourries et qu'on est bloqué à des bas échelons, c'est parce qu'ils ont signé les accords de salaire 1973 sans nous consulter ! »

Un bonze en assemblée : « Le public ne comprendra pas que le personnel de l'O.R.T.F. se mobilise pour les occasionnels ! »

Une grande bataille politique se dessine : une bataille contre la fascisation du pouvoir, contre le chômage et la vie chère, pour les libertés démocratiques bafouées.

Unité prolétarienne et populaire contre le pouvoir fascisant des monopoles !

Que l'exemple de Lip soit suivi partout !

Les communistes M.-L. de l'O.R.T.F.

(1) Cette loi fasciste (une de plus) est l'arme de choc pour la domination des antennes nationales. Elle étend le « service minimum » imposé au personnel de l'O.R.T.F. en cas de grève à TOUT LE PROGRAMME, au moment de sa promulgation arbitraire (après les navettes parlementaires de routine). Pierre Noguerra (P.-C.-F.), président du Syndicat national de Radio-Télévision-C.G.T., dans un élan de légalisme, lançait en assemblée générale de grève : « Nous ne sommes pas contre la loi, nous sommes contre une interprétation abusive de la loi ! » Encore un fois les révisionnistes fourriers du fascisme.

AFFICHEZ H.R.

RACISME : une campagne d'envergure

A l'heure où le monde capitaliste subit une crise économique générale et où la France plus particulièrement doit faire face à une importante crise sociale, la bourgeoisie cherche, par le venin raciste, à affaiblir le prolétariat de notre pays en le divisant.

En effet, malgré les belles promesses de Giscard, l'inflation est demeurée galopante. Il n'est d'ailleurs même plus question dans le dernier budget de la freiner. Le chômage s'étend et les prix ne cessent de grimper. Enfin, la dernière conférence monétaire de Nairobi a vu un alignement de la position de Giscard sur les volontés américaines.

Face à cela, la bourgeoisie trouve une classe ouvrière forte et avide d'unité, qui utilise maintenant partout des formes de luttes dures, que ce soit le conflit Lip ou L.M.T., par exemple. De plus en plus, les travailleurs occupent leurs lieux de travail, séquestrent leurs dirigeants ou même, comme à Lip et Cerisay, poursuivent la production de leur entreprise. Renouant ainsi avec une longue tradition de lutte, les ouvriers découvrent dans l'action ceux qui sont solidaires et qui les soutiennent activement et ceux qui les trahissent. La grève du Joint Français, le conflit Lip par exemple, sont aussi le symbole de la volonté d'unité des travailleurs de France et cette volonté touche nombre de couches sociales : des paysans qui ravitaillent les ouvriers aux commerçants qui font des prix aux grévistes, en passant par les employés de la Sécurité sociale qui légalisent les feuilles de paie des employés de Lip. Et cela se fait malgré les pressions de ceux, réformistes ou révisionnistes, qui ont peur qu'une telle unité de combat, forgée dans la lutte, ne démasque définitivement leurs visages de traîtres. L'organisation de la récente marche sur Besançon en est un exemple récent. De plus en plus aussi, le pouvoir de la bourgeoisie envoie des C.R.S. contre les travailleurs en lutte (récentement Lip, L.M.T., C.I.T. La Rochelle).

Mais cela ne suffit pas. Il s'agit pour la bourgeoisie d'enrayer la montée des luttes en détournant la colère légitime des travailleurs. L'arme politique qu'elle doit nécessairement utiliser pour affaiblir la combativité ouvrière, c'est le racisme. Non seulement il provoque la division, mais il permet aussi d'exploiter à moindre risque la classe ouvrière.

Cela commence d'abord par une attaque violente aux droits des travailleurs immigrés ; la circulaire Fontanet, à laquelle ceux-ci ripostèrent, immédiatement suivie d'une campagne raciste meurtrière. Cette campagne est un pas en avant très important dans les mesures de fascisation et il ne faut pas négliger le danger réel qu'elle représente. Rappelons ce que

nous déclarons à la page 53 de notre brochure sur la fascisation : « Le racisme, en tant qu'élément indissociable de la fascisation, doit être combattu avec d'autant plus de vigueur qu'il peut fournir une certaine base de masse au fascisme. L'idéologie raciste, en particulier sous sa forme antiarabe, a dans notre pays une influence qui ne doit absolument pas être négligée. » Car, pour notre pays, le racisme prend une allure plus particulièrement antiarabe et cela est facile à expliquer : d'une part, les travailleurs immigrés les plus nombreux restent les travailleurs arabes, d'autre part, certains nostalgiques de l'Algérie française n'ont jamais pardonné la défaite du colonialisme français en Algérie (nous pouvons le voir dans les déclarations de Le Pen, président du Front national, il y a deux semaines).

Si nous prenons la liste des attentats racistes commis rien que pour la durée du mois d'octobre, la longueur en est impressionnante : un Algérien roué de coups le 4 octobre à Nice, un ouvrier algérien tué le 7 à Saint-Etienne, un autre Algérien blessé lors d'un attentat d'un bar du XIX^e le 8, un patron algérien d'un bar du XVII^e tué le 13, un Algérien de 12 ans gravement blessé le 8 à Paris, le local de l'association « Accueil et Rencontre » (aide aux immigrés) à Lyon attaqué par des « inconnus » armés de barres de fer, etc. Le dernier en date est celui d'un ouvrier malgache de 19 ans grièvement blessé à Versailles par un policier en civil (c'est dans le commissariat de Versailles qu'était tué le 23 septembre 1972 Mahomed Diab par le sous-brigadier Marquet). Et pour un attentat connu, combien restent inconnus ? Cette terreur ouverte contre les travailleurs immigrés a donc également pour objectif de les maintenir dans un état permanent de crainte.

Mais l'introduction dans la classe ouvrière du poison raciste s'effectue sur plusieurs fronts. La guerre du Moyen-Orient en est un exemple remarquable : la France, comme tous les pays capitalistes, a besoin du pétrole arabe. C'est une nécessité économique et le restera durant de larges décennies encore. Or, les pays producteurs de pétrole offrent aujourd'hui un front uni ferme et résolu aux pays consommateurs. Pendant la guerre, ces pays ont pris des mesures énergiques, allant de la nationalisation de firmes américaines par l'Irak à la réduction de 5 % ou plus de la production de pétrole tous les mois. Aussitôt s'élevèrent des cris indignés (!) de chantage, de coup de force... Et la menace de pénurie est brandie. La faute à qui ? Aux Arabes. On en profite en même temps pour laisser planer l'ambiguïté sur la hausse du fuel domestique et de l'essence, car en fait,

Fontolli



Après l'attaque d'un café arabe dans le 18^e par une bande fasciste.

prévues de longue date, elles n'ont rien à voir avec le conflit du Moyen-Orient. Mais cela permet opportunément d'essayer de détourner un éventuel mécontentement des gens. Enfin, comment faut-il comprendre certaines prises de position à l'assemblée nationale, sinon justement comme une tentative d'attiser et d'entretenir le racisme antiarabe. Lorsque MM. Le Tac ou autres Républicains indépendants, sachant pertinemment, et pour cause, qu'ils ont besoin du pétrole arabe, font des déclarations antiarabes, n'est-ce pas dans le souci raciste de rejeter la responsabilité de l'attitude des gouvernements arabes sur les travailleurs immigrés en France, et plus particuliè-

rement les Nord-Africains ? Et cela est manifeste lorsqu'un travailleur algérien, par exemple, cherchant du travail, s'entend répondre : « Si tu veux du travail, donne-nous du pétrole ».

Ne nous y trompons pas. Il s'agit bien là d'un aspect important de la campagne raciste que nous devons dénoncer avec autant de fermeté et de rapidité que tout autre menée raciste et fascisante. Et c'est par une lutte quotidienne, une dénonciation constante contre le racisme sous toutes ses formes que nous devons répondre à ce qui, à travers les travailleurs immigrés, vise la classe ouvrière tout entière.

Toulon

ESCALADE RACISTE ET FASCISTE

Le dimanche 21 octobre, sur le cours Lafayette, comme à l'accoutumée, des discussions amicales s'engageaient entre travailleurs français et immigrés et militants d'extrême gauche, devant leurs panneaux d'affichage.

Survint une 404 avec trois agents dirigés par un inspecteur en civil qui s'acharnèrent contre lesdits panneaux, bousculèrent les travailleurs immigrés et matraques à la main frappèrent un militant.

Atteint, protestation indignée des passants, au point que les agents débordés demandèrent du renfort. La bagarre se généralisa, les étalages furent renversés et cinq arrestations opérées.

Il s'agit d'un travailleur algérien inconnu ainsi que d'un jeune, fils d'un riche commerçant toulonnais, et qui fut frappé ; tous deux libérés par la suite parce que absolument étrangers à cette affaire.

Puis, d'un ancien déporté à Buchenwald, M. Jonard, emmené pour avoir protesté contre l'arres-

tation d'une jeune femme, enfin celle-ci, relâchée sous contrôle judiciaire, et un autre militant.

A noter que les agents ont arraché insigne et médailles à M. Jonard et lui ont déclaré qu'« Hitler n'avait pas fini son travail et qu'il fallait ouvrir les fours crématoires ». Il est inculpé comme le militant pour outrages à agents et violence contre la force publique.

Voilà où nous en sommes à Toulon, cependant que, deux jours plus tard, le maire Arreckx publiait dans la presse une déclaration qui était un véritable appel à la répression contre les travailleurs immigrés et les militants d'extrême gauche.

Bien entendu, le quotidien révisionniste « le Petit Varois » n'a soufflé mot de l'affaire. Le samedi 27 eut lieu une manifestation en ville « pour la liberté d'expression, contre l'attitude antiarabe et antisémite de certains membres de la police ».

Correspondant H.R.

Ecoutez les radios révolutionnaires



TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h
16 h
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h
21 h
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

L'ACTIVITÉ DE NOS CAMARADES

soutien aux peuples arabes et palestinien

A Gennevilliers, à l'initiative de plusieurs groupes dont l'Humanité Rouge s'est constitué un comité de soutien à la lutte des peuples arabes.

Samedi et dimanche sur les marchés de Gennevilliers ce comité est intervenu avec :

— Panneaux et cartes du Moyen-Orient dénonçant l'occupation et l'agression sioniste et montrant l'héroïque résistance des peuples arabes plus particulièrement du peuple palestinien.

— Affiches dénonçant l'odieuse campagne anti-arabe orchestrée en France par les sionistes et fascistes de tout poil.

— Exposition d'affiches de l'O.L.P. et vente de brochures de l'O.L.P.

— Prises de parole avec sono.

— Diffusion de chants de la résistance palestinienne et de déclarations de l'OLP et de mots d'ordres en français et en arabe à l'aide d'un magnéto.

— Enfin, collectes de soutien pour le Croissant Rouge palestinien.

Des centaines de travailleurs français et immigrés se sont arrêtés pour regarder l'exposition, discuter, s'informer, acheter brochures et journaux et participer massivement aux collectes pour le Croissant Rouge palestinien qui ont rapporté : au marché des Résillons, 391,60 F et 375 F au marché du centre.

Après ces premiers succès,

le comité envisage de poursuivre son action en intervenant aux principaux points de passage : prises de parole, diffusion de matériel, collectes, etc.

Renforçons notre soutien aux peuples arabes et à l'héroïque peuple palestinien !

— Halte à l'odieuse campagne sioniste fasciste anti-arabe !

— Palestine libre et démocratique !

— Soutien total aux peuples arabes contre l'agression sioniste !

— Palestine vaincra !

— La guerre du peuple est invincible !

Correspondant H.R.

—x—

Quelques jours après l'agression sioniste au Moyen-Orient, notre CDHR a décidé d'apporter un soutien local aux peuples arabes :

— un tract local de soutien,

— une brochure réalisée par nous à partir d'articles de l'HR avec carte et caricatures,

— des panneaux manuscrits avec titres et slogans, textes en arabe, photographies.

Depuis plusieurs semaines, nous travaillons pour être offensif dans l'agitation et la propagande, pour aller aux masses. Cette diffusion sur deux marchés nous avons vendu 16 journaux (vente x 4) environ 50 bro-

chures. Plusieurs centaines de personnes ont lu les panneaux. Comme toujours, les réactions sur le sionisme sont très « tranchées ». Nous avons eu des remerciements de la part des travailleurs immigrés pour notre soutien à leurs peuples, des discussions avec des progressistes, des juifs libéraux ou révolutionnaires.

Dans ces discussions, il est facile de s'apercevoir que seul l'HR reproduit les revendications des peuples arabes :

— un membre du PS nous dit « mais alors, il faut bien les mettre quelque part, les juifs, puisqu'ils sont repoussés de partout » reprenant l'argument raciste de la non intégration des juifs aux différents peuples du monde. Nous lui avons expliqué que nous luttons contre le vol des terres du peuple arabe et palestinien, contre l'antisémitisme et pour l'intégration des juifs dans des états laïques :

— les trotskystes de LO et de l'AJS ont attaqué les luttes de libération nationales « menées par des nationalistes bourgeois » ; ils veulent tout de suite « des pays arabes socialistes » mais en attendant, il ne faut surtout pas lutter contre l'impérialisme ! LO nous a dit que les combattants arabes tués par l'envahisseur sioniste « mourraient pour rien », que c'était du « nationalisme sanglant ». Ces positions ne tiennent pas

devant les travailleurs immigrés qui suivent la guerre de très près, sans mettre sur le même plan leur cause juste, et celle de l'envahisseur !

Mais le cocotier revient à l'AJS qui a osé nous dire que le « mot d'ordre de la libération antifasciste » à chacun son boche » était nationaliste et pourri » parce que sous l'uniforme nazi, il y avait des ouvriers ! d'ailleurs, il y avait des cellules trotskystes dans l'armée allemande, c'est pour dire...

Moralité : ne vous défendez pas contre l'impérialisme. Pour eux, les Egyptiens sont des « capitalistes qui veulent mettre la main sur le pétrole du Sinaï ». Mais alors, à qui appartient le Sinaï ? Les trotskystes méritent le nom d'alliés objectifs des envahisseurs. Ceux de l'AJS méritent le nom d'alliés des fascistes.

L'attitude par rapport aux luttes de libération nationale des peuples arabes et palestinien est un critère aujourd'hui : un peu comme en 1965 pour le Vietnam quand le PCF parlait de « coup porté à la détente » par les camarades vietnamiens, et quand LO parlait du « nationaliste bourgeois Ho chi Minh ». Raison de plus pour être à la pointe du soutien à la lutte des peuples arabes, ranger notre peuple à leur côtés contre l'agression. Soyons offensifs !

SOUSCRIPTION PERMANENTE

R. R. soutien permanent	200
CDHR ouest	6
1 lycéen ex-Front Rouge	3
Soutien à HR	100
Pour que vive notre presse	6
1 ^{er} versement octobre	20
Pour que vive HR, Albert	100
1 camarade	6
1 militant de la GOP	2
CDHR	28,75
Soutien à HR, MG	2,50
En supplément à réabonnement, B.L.	58
Soutien à HR Lors d'un réabonnement	20
Soutien à HR, ancien résistant de Paris	20
A un métré	8
CDHR, Cl. Fabien	1
4 jours de travail supplémentaire, de la part d'un militant	188
CDHR Gramsci	23
Un CDHR de province	50
CDHR Lissagaray octobre	30
M.J. Soutien à HR	30
1 lecteur	1
CDHR J. Staline C.	4
1 maçon	10
1 ouvrier imprimerie	2
CDHR F. Marty M.	80
1 groupe de sympathisants	68,50
Soutien à HR en timbres	7,40
Pour que vive HR	20
S. permanent	10
CDHR	88
F.G. Soutien à HR	10
D.B.	39,40
En supplément à abonnement C. J.	54
CDHR F. Yveton	4
P.T.T.	10
Pour que HR poursuive son juste combat M.L. - M.P.	10
CDHR F. Marty	1
CDHR J.-P. Thimbaud	8
Sur un marché	4
1 fonctionnaire	50
Soutien à notre presse J.C.	8
CDHR J. Staline C.	30
CDHR J. Staline C	38
En supplément à réabonnement E.V.	4
Un CDHR de province	54
O.	25
G.	20
S.	20
En supplément à commande de brochures J.V.	16,40
Un abonné enseignant soutien à HR	55,90
Soutien à HR invendus utilisé en agit. prop.	72
Soutien au service de la classe ouvrière	10
Soutien à la juste ligne internationaliste d'H.R.	3,30
Total de la semaine	1 736,85
Total général utilisé pour le règlement des dettes de l'H.R.	372 072,21

SUR NOTRE SITUATION FINANCIÈRE

des camarades nous écrivent...

Une fois de plus, l'expérience nous enseigne que l'irrégularité dans l'effort est un de nos principaux défauts : après la décisive bataille des 4 millions que nous venons de gagner, après tous les espoirs que cette victoire avait engendrés, voilà que de nouveau, comme après toutes les autres victoires financières, la souscription hebdomadaire subit une chute importante et régulière. 3 500 à 4 000 francs par semaine sont nécessaires à la parution régulière de l'H.R. ; or dans le numéro 200 nous sommes déjà tombés à 2 712 francs !

Si on continue ainsi, très rapidement le signal rouge va s'allumer de nouveau, H.R. menacera de disparaître et un effort terrible sera encore vital.

La première chose, c'est comprendre l'importance fondamentale politique d'une souscription importante et régulière : HR ne vivant que de la diffusion et de la souscription, sans cet argent, pas de parution, sans parution, limitation énorme de la propagande marxiste-léniniste en France. Notre première tâche est donc de bien assimiler cette vérité en nous.

Notre deuxième tâche consiste tout simplement à la mettre en pratique. Et c'est là où le bât blesse, car si on admet parfaitement une telle nécessité, cela reste parfois au niveau des mots d'un accord platonique, parfois au niveau d'un travail routinier très nettement insuffisant.

Le fossé entre les actes et les paroles, l'irrégularité dans l'effort, le train-train routinier, voilà des caractéristiques de l'idéologie bourgeoise ; par contre la liaison des actes et des paroles, le sérieux dans le travail, l'enthousiasme révolutionnaire, voilà des caractéristiques de l'idéologie prolétarienne.

Aussi passons le balai, débarrassons-nous des tares de l'idéologie bourgeoise, sachons mériter le difficile nom de communiste ! Car la bataille de l'HR, c'est aussi la bataille de l'idéologie prolétarienne contre l'idéologie bourgeoise. C'est seulement à ce prix que nous vaincrons !

En avant pour les 4 000 F hebdomadaires !

L'HR vaincra !

A titre d'autocritique des camarades m. l.

Commandez diffusez

notre brochure

SOUTIEN AUX PEUPLES ARABES ET PALESTINIEN

(discours de Jacques Jurquet au meeting organisé par « l'Humanité Rouge » à la Mutualité le 12 octobre 1973)

PRIX : 1 F (port en sus)

Demande de contact

Dans le but de diffuser plus largement « l'Humanité-Rouge », pour faire pénétrer dans les masses les idées du marxisme-léninisme, je demande à prendre contact avec vous.

Nom : Prénom :

Age : Profession :

Adresse :

.....

Signature

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :

« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 20 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « l'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	ou terme	de soutien
Prénom	3 mois	20 F	35 F	50 F
Adresse	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
Etranger	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

Le social-impérialisme révisionniste soviétique

UN VRAI TYRAN DES MERS

(Article de « Pékin-Information » n° 41 - 15 octobre 1973)

Ces derniers temps, les porte-parole de la clique des renégats révisionnistes soviétiques se sont démenés un peu partout pour nier le fait que l'Union soviétique est aujourd'hui un despote des mers, prétendant que c'était là « une fausse impression », une « calomnie », et que « cela est aussi éloigné de la réalité que le ciel l'est de la terre », etc.

Le révisionnisme soviétique et sa théorie impérialiste

L'hégémonisme maritime est une partie importante de la politique social-impérialiste. Depuis toujours, les impérialistes ont le culte de la loi de la jungle, en d'autres termes, ils sont convaincus que qui contrôle les mers contrôle le monde. La « théorie des forces maritimes », avancée fin XIX^e siècle — début XX^e siècle par Alfred Thayer Mahan*, préconise : c'est par la suprématie maritime qu'on obtient la domination mondiale. Et la première ne peut être conquise que par les forces maritimes. Aujourd'hui, les révisionnistes soviétiques ont entièrement repris cette théorie impérialiste. On se souvient que Khrouchchev, alors détenteur du pouvoir, avait déclaré non sans hypocrisie que les navires de guerre étaient « démodés » et qu'ils n'étaient plus que des cibles pour les missiles à ogive nucléaire. Or, le révisionnisme soviétique a dépensé sans compter pour développer les navires de guerre de tous types. Notamment depuis l'accession au pouvoir de Brejnev, les révisionnistes soviétiques, pour intensifier l'agression et l'expansion à l'étranger, et pour rivaliser avec l'autre superpuissance, ont accéléré l'expansion de leur force navale, et l'ont transformée ainsi de force de défense côtière en une flotte puissante, capable de mener des attaques au long cours. S.G. Gorchkov, commandant en chef des forces navales soviétiques, a ouvertement déclaré que l'on ne peut « défendre les intérêts du pays hors de ses frontières » que lorsque l'on est doté d'une puissante force maritime. Et d'ajouter que sans une marine puissante, « on ne sera pas de taille à occuper longtemps la position de puis-

Mais, comme l'avait indiqué Lénine, « on juge un homme non sur ce qu'il dit ou pense de lui-même, mais sur ses actes ». Les agissements des social-impérialistes soviétiques ne sont-ils pas propres à une puissance maritime despotique ? Les révisionnistes soviétiques ont dit non. Nous disons : Regardons les faits.

sance mondiale ». Nous voudrions demander : dire que l'on veut « défendre les intérêts du pays hors de ses frontières », n'est-ce pas une expression typique de l'absurdité selon laquelle l'expansion maritime est justifiée ?

C'est un fait connu de tous que les révisionnistes soviétiques, poursuivant et développant la politique de la canonniers de l'impérialisme ancienne manière, ont renforcé considérablement leur marine, en particulier leurs flottes au long cours. Ces dix dernières années, la marine soviétique a presque doublé son tonnage. Elle a accéléré la construction de toutes sortes de bâtiments de guerre au long cours dont des porte-avions et des sous-marins nucléaires. Avec le développement de sa marine, la flotte soviétique a étendu son champ d'action du Pacifique et de l'Atlantique à l'océan Indien et à la Méditerranée. Mis à part ses 4 flottes permanentes : flottes de la mer Noire, de la mer Baltique, de la mer du Nord et du Pacifique, l'Union soviétique a créé respectivement dans l'océan Indien et la Méditerranée des flotilles permanentes et des escadres de circonstance. Ces dernières années, les bâtiments de guerre soviétiques, faisant étalage de leur puissance, ont parcouru les mers de plus de 60 pays riverains, dont la mer du Japon, le golfe Persique, les eaux côtières de certains pays d'Europe occidentale et septentrionale, la mer des Caraïbes et le golfe du Mexique. Le fait que le social-impérialisme révisionniste soviétique s'acharne à conquérir l'hégémonie des mers et se livre à l'expansion maritime, est une réalité tangible du monde contemporain, et non une « fausse impression ».

soviétique s'étend déjà à tous les océans et à toutes les mers du globe. Donc, il n'y a rien d'étonnant à ce que les révisionnistes soviétiques n'aient pu s'empêcher de crier que « le rêve séculaire » était devenu réalité. Ce faisant, les révisionnistes soviétiques se sont peints aux couleurs de l'expansionnisme de la dynastie des Romanov. Pas vrai ?

A tout point de vue, les ambitions des nouveaux tsars dépassent de loin celles de leurs ancêtres. Dans la mer comme sous l'eau, ils se livrent à la course aux armements et à la préparation de la guerre. Ils installent des armes nucléaires et d'autres dispositifs militaires, clamant que les sous-marins nucléaires équipés de missiles sont les « maîtres des vastes océans ». Ils procèdent à des manœuvres navales de grande envergure, et à des activités d'espionnage maritime et de reconnaissance des océans et des mers du globe ; ils recherchent et réclament partout des bases navales à l'étranger, et tentent d'avoir la mainmise sur les détroits appartenant à d'autres pays.

Quant au droit des mers et au droit souverain sur les eaux territoriales, ils appliquent réellement la politique du plus fort, malmenant à leur guise les pays petits et moyens et ignorant leur souveraineté. En même temps, ils accusent calomnieusement les pays ayant porté leurs eaux territoriales au-delà de 12 milles marins de « violer le droit international ». Tirant profit de leur supériorité en mer, ils ont envoyé de nombreuses flottes de pêche dans les eaux territoriales et les zones économiques exclusives d'autres pays piller à volonté les ressources halieutiques. Ils sont allés jusqu'à alléguer que « les poissons ne vivent qu'un temps limité » et que défendre aux gens de les pêcher signifiait « laisser mourir les poissons sans tirer parti de cette richesse ». De la sorte, ils ont plaidé ouvertement en faveur du pillage. La théorie de la souveraineté limitée de Brejnev ne s'est-elle pas étendue de la terre à la mer ? Sauf les seigneurs des mers, qui pourrait se montrer si arrogant ?

L'hégémonisme maritime est voué à l'échec

Marx a dit à juste titre : « Il existe dans l'histoire humaine quelque chose qui ressemble à la rétribution ; et c'est une règle de la rétribution historique que ses instruments soient forgés non par les offensés mais par les offenseurs eux-mêmes. » Depuis des siècles, on a vu les empires oppresseurs et maîtres des mers, à l'encontre de leur volonté, dégringoler et se désagréger l'un après l'autre. Aujourd'hui, la situation internationale a connu de très grands changements. Pour ce qui est des mers, qu'il s'agisse de leur surface ou de leur fond, le dernier mot n'est pas à une ou deux superpuissances. L'hégémonisme maritime pratiqué par les supergrands, l'ignorance et la violation par ces derniers de la souveraineté des autres ont suscité le boycottage et l'opposition de pays toujours plus nombreux. Les pays latino-américains ont été les premiers à lutter pour étendre la limite de leurs eaux territoriales à 200 milles marins ; des pays méditerranéens ont lancé ce slogan retentissant : « La Méditerranée est aux pays méditerranéens » ; la Sri Lanka et certains autres pays de l'océan Indien ont formulé la juste proposition de faire de l'océan Indien une « zone de paix ». La lutte menée par les pays petits et moyens pour sauvegarder leur droit de la mer et pour combattre

l'hégémonisme maritime des superpuissances est une lutte contre l'agression, le pillage et la mainmise. C'est là un puissant courant de l'histoire qui va de l'avant malgré les obstacles. Plus le révisionnisme soviétique court furieusement après la suprématie en mer, plus clairement apparaîtra sa vraie nature de social-impérialisme et plus nombreux seront les peuples et les pays petits et moyens qui le combattront. Les révisionnistes préparent en fait leur propre ruine. Voilà une loi inéluctable.

* Alfred Thayer Mahan (1840-1914) fut un officier de la marine américaine et le fondateur de la théorie impérialiste sur « les forces maritimes ». Sa théorie peut se résumer ainsi : les forces maritimes sont un facteur décisif dont dépend l'histoire d'un pays. La suprématie en mer « constitue le plus important des facteurs purement matériels rendant la nation puissante et prospère ». Et posséder une puissante flotte et un réseau bien développé de bases navales est indispensable pour conquérir la suprématie en mer. Cette théorie reflète les ambitions impérialistes ; se disputer les colonies et les sphères d'influence, et s'assurer l'hégémonie mondiale.

Lutte pour l'hégémonie maritime

La Méditerranée et l'océan Indien, qui constituent un passage reliant l'Europe, l'Asie et l'Afrique, sont riches en pétrole et autres ressources stratégiques. Ils sont donc devenus des objectifs importants que visent les révisionnistes soviétiques dans leur expansion maritime. La présence de la marine soviétique dans ces deux régions n'était guère remarquée auparavant. Mais, à partir de 1964 les flottes soviétiques ont commencé à sillonner la Méditerranée ; en été 1967, profitant de la guerre d'agression israélienne contre les pays arabes, les révisionnistes soviétiques ont envoyé un grand nombre de bâtiments de guerre dans la Méditerranée sous prétexte de soutenir les pays arabes dans leur lutte contre l'agression. A un moment donné, le nombre des bâtiments de guerre soviétiques en Méditerranée a atteint plus de 60, dépassant celui de la 6^e flotte américaine stationnée dans la même mer. A partir de 1968, la marine soviétique est entrée dans l'océan Indien, troisième océan du monde, et y a installé une flotte permanente et cherché des bases navales. Il est à noter que Brejnev a payé de sa personne pour justifier l'entrée des forces navales soviétiques dans la Méditerranée et l'océan Indien. Il a eu le front de déclarer que si « la présence constante de la 6^e flotte (américaine) en Méditerranée » est considérée comme « normale et conforme à la nature des choses », celle des flottes soviétiques dans la Méditerranée, l'océan Indien et dans d'autres mers

l'était également. Car cela correspond aux « principes de sécurité égale des deux parties ». « Sécurité égale », voilà un bien joli mot ! Cela revient à dire : pourquoi l'URSS, superpuissance mondiale, ne peut-elle pas faire ce que l'autre super-grand se permet de faire ? La lumière n'est-elle donc pas faite sur le vrai visage des révisionnistes soviétiques en lutte pour l'hégémonie maritime ?

De leur côté, les propagandistes révisionnistes soviétiques se sont torturés le cerveau pour établir le bien-fondé de l'expansion soviétique en Méditerranée et dans d'autres mers. La « Pravda » a clamé bruyamment que « le stationnement (des flottes soviétiques) en Méditerranée est à tout point de vue raisonnable, tant logiquement que géographiquement ». Et les « Izvestia » vont encore plus loin : l'Union soviétique est « une grande puissance méditerranéenne ». Et de déclarer : « Dans cette mer notre place n'est pas celle d'invités ». Cependant, parmi les 17 pays riverains de la Méditerranée ne figure pas l'Union soviétique. Comment se fait-il que cette dernière devienne un pays méditerranéen ? La Méditerranée appartient aux pays côtiers qui l'entourent. Mais l'URSS, n'étant pas un pays méditerranéen, joue aujourd'hui la farce de l'« invité qui se comporte en maître du logis ». Nous aimerions bien demander : Qui est-ce qui a conféré au révisionnisme soviétique le privilège d'être suzerain en Méditerranée ?

Le rêve des anciens tsars

La recherche de l'hégémonie maritime est le rêve irréaliste des anciens tsars, caressé de nouveau par les révisionnistes soviétiques. Un des chefs de file de la marine soviétique a dit avec superbe : « Le rêve que nous avons caressé un siècle durant est déjà réalisé » ; les flottes soviétiques « naviguent partout où elles sont appelées par les intérêts de la sécurité de notre pays ». Ces quelques mots suffisent pour vendre la mèche. Il y a un siècle, c'était la dynastie des Romanov qui régnait dans la Russie tsariste. Tout le monde sait que l'un des rêves de la Russie tsariste avait été de réaliser l'hégémonie sur terre et sur mer, ou pour

citer Engels, d'établir un vaste « empire slave » s'étendant de l'Elbe à la Chine, de la mer Adriatique à l'océan Arctique. Pour atteindre ce but, la Russie tsariste s'employa à développer sa marine pour s'assurer la suprématie sur les mers. Pierre I^{er} le Grand avait dit : « Les eaux territoriales, voilà ce que la Russie réclame... Un monarque qui n'a que l'armée de terre, n'a qu'une main. Ce n'est qu'en possédant en même temps la marine qu'il devient un homme à deux mains ». Mais, dans le temps, le champ d'action de la marine de la Russie tsariste se limitait à la mer Baltique, la mer Noire et la mer du Japon. Or, à présent, celui de la marine

E-100 Distributeur de Guozi Shudian

NOUVEAUTES

	prix	port (en sus)
Franchir le seuil du mutisme (acupuncture)	0,50	0,45
La guerre des souterrains (bande dessinée)	1,55	1,25
Le port (collection opéra de Pékin à thème révolutionnaire)	2,95	1,65
Le sport en Chine (albums de photos)	10,70	2,65

LES ROMANS CHINOIS

Contes de la dynastie des Tangs	3,55	1,65
Wang Kouei et Li Hsiang (poèmes)	2,40	1,25
Lou Sin : nouvelles choisies	5,35	1,65
Hou Ki : La route étincelante	4,05	1,65
Hou Ki : Les semences (récits et nouvelles)	3,15	1,65

Le tout pour 18,50 F (port à notre charge)

EDITIONS-DIFFUSION DU CENTENAIRE
B.P. 120 - 75962 Paris Cedex 20

Plus que jamais :

LIP, SOLIDARITÉ !

Une fois encore, les travailleurs de Lip ont eu à faire face à l'intervention des C.R.S. Ceux-ci ont investi « La maison pour tous » de Palente où se retrouvent les Lip, afin de mettre la main sur leur « trésor de guerre ». Après une fouille et un interrogatoire, les C.R.S. s'en sont retournés bredouilles. Cette intervention témoigne de la volonté du pouvoir de mettre les Lip à genoux. Les isoler, les calomnier pour mieux pouvoir les frapper, telle est la tactique du pouvoir. A Besançon même, une affiche anonyme signée « la majorité silencieuse » et portant en titre : « Piaget, en voilà assez ! » est abondamment collée. Un journal patronal calomniant la lutte des Lip est distribué dans les boîtes aux lettres.

Les Lip ont compris qu'à l'heure actuelle l'essentiel était de mettre en échec cette campagne de calomnies, d'isolement. Elle vise à créer les conditions permettant de les frapper.

Il faut aujourd'hui prendre toutes les initiatives possibles afin de populariser la lutte des Lip, en particulier dans les entreprises.

Aujourd'hui, plus que jamais, il est vrai que le combat des Lip est celui de tous les travailleurs. A travers Lip, le pouvoir cherche à frapper la classe ouvrière tout entière. Sa rage est à l'image de l'espoir que les Lip ont fait naître, de l'exemple qu'ils ont donné à la classe ouvrière.

Les travailleurs de Lip publient un communiqué quotidien sur leur lutte. Pour l'obtenir, téléphoner à la Commission Popularisation : (16-81) 80.41.80

Nous publions ici le communiqué du 24 octobre 1973, le lendemain de l'intervention policière.

Le coup de force tenté contre nous par la police a provoqué une vive réaction parmi les travailleurs de Lip. La participation à l'Assemblée générale de ce matin était particulièrement forte. Durant toute la journée de nombreuses réunions de travail ont eu lieu à la « Maison pour Tous ».

Nous avons décidé de tenir une réunion de coordination quotidienne consacrée aux problèmes de la popularisation de notre lutte. La première a eu lieu ce matin.

Une nouvelle campagne de popularisation est entreprise d'abord à Besançon même où les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. Lip collent des affiches pour répondre à une affiche anonyme, signée « la majorité silencieuse », apparue sur les murs, à la fin de la semaine dernière, en même temps qu'un journal patronal entièrement consacré à des calomnies sur notre lutte et mis dans toutes les boîtes aux lettres. Cette affiche disait : « Piaget en voilà assez ! ». L'affiche de la C.G.T. réplique : « Patrons, Gouvernement en voilà assez ! ». Celle de la C.F.D.T. : « Lip vivra ».

Dans les quartiers, des discussions avec les conseils syndicaux des principales entreprises sont prévues pour tous les jours qui viennent. Une Estafette équipée d'une sono diffusera tous les jours le maximum d'informations aux portes des entreprises et sur les marchés. Ce soir nous sommes allés informer nos camarades des compteurs Schlumberger.

De nombreux travailleurs viennent nous voir, nous écrivent, nous téléphonent. Ce qu'ils réclament, dans la situation présente, c'est le maximum d'informations sur les négociations avec Giraud, sur les circonstances exactes de leur rupture, sur les conditions dans lesquelles nous avons voté la poursuite de la lutte.

Concernant notre lutte, l'opinion publique a été soumise à une vaste campagne d'intoxication d'une ampleur exceptionnelle.

Un élément décisif pour la poursuite de notre lutte, ce sera notre capacité à nous et à tous ceux qui nous soutiennent, de riposter efficacement à cette campagne d'intoxication. Le succès des meetings « Six heures avec Lip » sera une étape importante de cette riposte.



Le premier meeting de ce type aura lieu à Marseille, vendredi 26 octobre. Le second aura lieu à Paris dans le 14^e arrondissement, samedi 27 octobre. De nombreux autres sont demandés ou prévus.

La difficulté pour la préparation de ces meetings, c'est la constitution d'un nombre suffisant de délégations de travailleurs de Lip susceptibles de quitter Besançon pendant plusieurs jours. Les obligations de famille, la situation tendue qui existe ici nous font hésiter à partir. De plus, beaucoup d'entre nous éprouvent le besoin de discuter à fond sur la situation nouvelle avant de partir à des réunions débats. Une commission s'est mise au travail sur cette question. Elle étudie les questions qui ont été posées le plus souvent au cours des dernières réunions, notamment à Lyon et Paris, et détermine collectivement les réponses qui peuvent y être données.

La journée a été également consacrée à la préparation du Colloque national sur l'Emploi dont la tenue est proposée à notre initiative pour les 16, 17, 18 novembre à Besançon. Un projet d'appel a été établi qui sera soumis à l'ensemble des travailleurs à partir de demain. Dès maintenant cette initiative a suscité un réel intérêt. Des travailleurs en lutte pour la défense de leur emploi à l'imprimerie Larousse à Montrouge (région parisienne) nous ont téléphoné pour nous annoncer leur participation. De nombreux chercheurs (économistes, juristes, médecins et sociologues) se déclarent prêts à collaborer à cette initiative qui doit permettre un enrichissement réciproque de la recherche scientifique et de l'action revendicative tout en étant un acte de soutien à notre lutte.

Des camarades nous écrivent...

Dans notre région aussi, le soutien aux travailleurs de Lip s'est développé de façon massive et unitaire.

Cette solidarité a connu un nouvel essor au cours de la préparation en septembre de la « marche sur Besançon » qui était une forme de soutien populaire imaginée par les grévistes eux-mêmes.

A l'initiative d'un comité large et actif où toutes les couches du peuple étaient représentées, une réunion publique d'information fut organisée quelques jours avant le départ de la marche. Si elle eut pour effet de permettre le départ en car d'une trentaine de personnes, cette réunion fut aussi marquée par la présence d'une ouvrière de Lip qui expliqua à une assistance enthousiaste et attentive comment la lutte des travailleurs d'Ornans et Palente s'était organisée depuis les premiers jours.

La popularisation des revendications des grévistes de Lip, l'explication du sens de leur lutte ne furent pas négligées au cours de cette campagne de solidarité.

Toute la semaine qui précéda le départ fut consacrée à des interventions massives du comité préparatoire à la sortie des gares et sur les marchés de la région. Tandis que des centaines d'appel à la réunion étaient diffusés, des membres du comité expliquaient avec un porte-voix les revendications des grévistes et l'importance de la solidarité populaire à leurs côtés. Des

collectes ont été organisées d'autre part pour aider au financement du départ. Des permanences furent ouvertes dans plusieurs quartiers populaires.

Des contacts ont été pris avec des travailleurs du CNRS qui se sont joints au départ organisé par le comité, tandis qu'à Issy-les-Moulineaux et Boulogne, des initiatives semblables permettaient le départ d'autres cars.

D'autre part les postiers PTT, les travailleurs de FONERA et ceux du plateau Industriel de Vélizy organisaient leur départ par l'intermédiaire de leurs sections syndicales ou leur union locale.

Comme les travailleurs de Lip, nous avons ressenti la grève généralisée dans le Doubs au mois d'août et l'immense marche sur Besançon au mois de septembre comme un pas en avant de la classe ouvrière. Les ouvriers de Lip disent eux-mêmes que leur vie a changé depuis la grève dans leur usine, dans leur famille, dans leur quartier. La bourgeoisie capitaliste a senti elle aussi que quelque chose avait changé en voyant la maturité des grévistes de Lip, leur détermination et l'intelligence et l'efficacité de leur organisation, en assistant au développement des luttes ouvrières, et à la solidarité entre ouvriers, paysans pauvres et des autres couches populaires depuis le début de l'été. Pour les dirigeants révisionnistes et réformistes des (grandes) centrales syndicales désavouées par les travailleurs à Besançon, quelque chose a changé aussi.

Une ouvrière de Vélizy qui a pris part à la marche sur Besançon raconte :

« J'ai fait le voyage à Besançon dans un car de l'Union locale CGT. Quand nous sommes arrivés à Besançon, nous avons trouvé la CGT sur le bas-côté du cortège. Nous ne savions pas encore que le matin les dirigeants du Doubs avaient décidé de se retirer de la « marche ». Il y a eu un moment d'hésitation et de déception pour certains, de gêne pour d'autres. Nous n'avons pas accepté le motif ridicule de cette décision prise au-dessus de la tête des travailleurs et nous avons rejoint le cortège de la marche. »

Hier, dans notre région, c'étaient les ouvriers des compteurs de Montrouge, puis les ouvriers de Gévelot à Issy qui perdaient leur emploi en grand nombre, aujourd'hui, les travailleurs d'Hurel Dubois à Vélizy sont menacés de licenciements collectifs, tandis que les imprimeurs de Larousse occupent leur entreprise à Montrouge pour lutter contre son démantèlement. Chaque jour, à la SNCF à l'ORTF les travailleurs nous mettent en garde contre le démantèlement de leur outil de travail.